

**Réponses du candidat du Parti Québécois Cédric G.-Ducharme
aux questions soulevées par la présidente de la Commission scolaire des Patriotes**

Le Parti Québécois a élaboré une plateforme électorale (<https://pq.org/plateforme/>) basée sur le Programme conçu par les milliers de membres de toutes les circonscriptions du Québec (<https://pq.org/programme/>).

Voici les réponses aux questions soulevées par la Commission scolaire des Patriotes (CSP).

1. Nous soutenons le modèle de gouvernance que sont les commissions scolaires et valorisons le travail des élus, travail trop souvent méconnu. Parfaitement au diapason avec les préoccupations exprimées par les commissions scolaires, le PQ veut éviter un brassage inutile des structures et un énième débat sur les structures administratives dont on ne voit ni le lien ni l'intérêt pour l'aide directe aux élèves. Du reste, après un long débat en commission parlementaire en 2016, l'idée d'abolir les commissions scolaires fut rejetée et l'annonce, au mois de janvier 2018, du retour de cette politique prônée par la CAQ fut très mal accueillie par à peu près tout le monde. Abolir les commissions scolaires au profit de hasardeux « Centres de services » comme le propose la CAQ est une fausse bonne idée. Le PQ s'engage donc à ne pas toucher aux structures du réseau et réaffirme la fonction démocratique des commissions scolaires en tant que lieux de gouvernance de proximité qui permettent une prise en compte des réalités régionales dans la répartition des ressources. Mieux encore, le PQ veut remettre l'autonomie pleine et entière entre les mains des commissions scolaires pour la planification, la construction et l'entretien des écoles en retirant le processus d'approbation des projets des mains du ministère de l'Éducation qui ralentit indûment les mises en chantier. Avec une planification budgétaire sur 5 ans des infrastructures scolaires, les commissions scolaires seront plus aptes à prévoir leurs besoins et nous pourrons ainsi diminuer le recours aux « roulottes ». De plus, le PQ veut favoriser la participation citoyenne aux prochaines élections scolaires en tenant les élections scolaires en même temps que les élections municipales. Enfin, lors des prochaines élections scolaires, le PQ, s'il forme le

gouvernement, favorisera le vote électronique tel que le recommande le Directeur général des élections.

2. Il faut bien reconnaître que la pénurie de la main d'œuvre touche plusieurs employeurs au Québec et qu'elle constitue en soi un défi collectif. En ce qui a trait plus spécifiquement à l'éducation, l'amélioration des conditions salariales et des conditions d'exercice de la profession sont deux facteurs que l'on ne saurait esquiver, tout comme il importe que le Ministère de l'Éducation identifie et favorise la formation d'une main-d'œuvre qualifiée et suffisante. Outre sa promesse phare d'investissement massif en éducation, le PQ offre des solutions plus immédiates:

- Choisir, parmi les candidats à l'immigration, ceux qui peuvent immédiatement combler les besoins là où ils se trouvent et, afin de faciliter cette adéquation, mettre en place un programme d'intégration d'immigrants en région et dans les zones rurales.

- S'assurer que les candidats disposent, avant d'arriver au Québec, d'une connaissance suffisante du français pour s'intégrer plus immédiatement dans leur emploi et leur milieu d'accueil.

- Améliorer significativement l'offre de services en matière de transport en commun vers Montréal et en provenance de Montréal, mais aussi entre les villes et villages de Borduas, afin de favoriser la mobilité des personnes et accroître la disponibilité de la main d'oeuvre.

Quant à la valorisation des professions en éducation et l'ajout de ressources, le PQ est bien conscient que ce ne sont pas uniquement les enseignants œuvrant auprès des enfants qui participent à leur éducation. En effet, il faut également compter sur l'apport essentiel de divers professionnels : psychologues, orthopédagogues, orthophonistes, éducateurs ou éducatrices spécialisé(e)s, travailleurs sociaux, etc. Or, suite aux compressions des dépenses en éducation effectuées par le dernier gouvernement libéral, les écoles furent contraintes de couper 375 postes dans ces services indispensables. Comme chacun sait, cela a eu des effets négatifs dans les Centres Jeunesse, pour nos jeunes en difficulté d'apprentissage ou de comportement, tout comme pour nos élèves aux besoins plus particuliers. Le PQ s'engage donc fermement à adopter une Loi bouclier afin de protéger

le budget du ministère de l'éducation, de sorte que les gouvernements successifs ne puissent plus faire de compressions en éducation. Il s'engage également à instaurer un seuil garanti de services professionnels directs aux élèves qui fréquentent l'école publique, seuil déterminé en fonction des besoins des commissions scolaires. En rendant ces dépenses incompressibles, les services directs aux élèves en difficulté ne pourront donc plus faire les frais des décisions budgétaires des gouvernements. Selon nos évaluations, il faudrait embaucher 1261 professionnels supplémentaires afin d'atteindre un niveau de service satisfaisant pour assurer le soutien aux élèves. Il faut aussi réduire le ratio maître/élèves afin de donner à l'enseignant la chance d'être présent pour chacun de ses élèves, autant l'enfant doué que celui au développement plus lent. Enfin, il faut s'assurer d'avoir des mesures efficaces de dépistage précoce des élèves en difficulté dès le préscolaire.

3. Nous nous sommes engagés, dans notre plateforme, à allouer les ressources nécessaires à l'édification d'écoles attrayantes. Nos écoles ont en effet besoin de réparations criantes. Depuis 2018, l'indice moyen de l'état de nos écoles est jugé mauvais, c'est-à-dire que l'infrastructure présente un niveau élevé de dégradation et de défektivité. Elle nécessite des travaux de maintien actifs importants et même parfois urgents. Le PQ promet donc un vaste chantier de rénovation et de construction d'écoles en donnant la priorité à la qualité de la construction, ainsi qu'à la santé et à la sécurité du personnel et des élèves. Il entend tenir des concours d'architecture lors de la construction de nouvelles écoles et de rénovations majeures, afin de planifier des bâtiments scolaires plus attrayants, innovants et inspirants, de manière à améliorer les conditions de réussite académique et de lutte contre le décrochage scolaire. Quant au devoir des municipalités de fournir gracieusement un terrain pour la construction de nouvelles écoles, le PQ est prêt à s'asseoir avec elles pour parvenir à des ententes consensuelles.

4. Le Parti Québécois veut « une école publique où des jeunes de tous les milieux se côtoient et qu'elle soit le phare de la lutte contre les inégalités. » Il est vrai que la formation professionnelle est depuis trop longtemps le « parent pauvre » de l'éducation. Le PQ veut donc faire de la formation professionnelle une voie de formation normale en

travaillant avec les commissions scolaires à multiplier les occasions pour les jeunes du secondaire de poursuivre en concomitance une formation professionnelle. C'est pourquoi nous voulons plus de flexibilité envers la formation à un métier et nous favoriserons le développement des centres de formation pour les jeunes de 16 ans et plus qui visent à répondre aux besoins spécifiques de ces jeunes.

5. Nous ne sommes pas en mesure de répondre à cette question pour le moment. Un addenda suivra.

6. S'il est élu, le PQ amorcera dès sa première année de mandat un grand chantier menant au Rendez-vous national de l'alphabétisation. Il s'agira d'adopter un plan de travail d'enrichissement collectif sur dix ans, celui de la « Décennie québécoise de l'alphabétisation », afin de contrer l'analphabétisme et l'illettrisme qui, au-delà des problèmes humains qu'ils engendrent, privent l'économie du Québec de 4,9 milliards de dollars, soit 1,4% du PIB québécois, selon une étude du Fonds de solidarité FTQ et de la Fondation pour l'alphabétisation. Il importe de prévenir et d'agir en amont en valorisant l'alphabétisation à la maison dès le plus jeune âge, mais aussi d'assurer le dépistage précoce des élèves à risque sur le plan des apprentissages et ceux qui présentent des difficultés comportementales, et ce dès le préscolaire, en donnant le soutien nécessaire au personnel enseignant et en fournissant les services adéquats. De plus, le PQ entend aussi convier les organismes d'alphabétisation existants, les milieux de l'éducation ainsi que les partenaires socio-économiques à se concerter pour établir un plan d'action concret afin de faire de la lutte contre l'analphabétisme et l'illettrisme une réelle priorité nationale. Il faut diminuer l'analphabétisme en investissant davantage afin de soutenir l'apprentissage de la lecture au primaire, en investissant davantage dans l'éducation aux adultes et en augmentant les subventions aux organismes communautaires voués à cette tâche.

7. Le PQ soutient pleinement, comme son programme et les réponses précédentes en témoignent, le « Plan d'engagement vers la réussite » de la CSP. Ce travail de longue haleine qu'a été le vôtre pour consulter, colliger et élaborer ce plan est tout à l'honneur de

la CSP. S'il est impossible de reprendre ici tous les engagements du PQ qui répondent directement à la vision et aux objectifs de la CSP, soulignons toutefois que le PQ reconnaît que la gratuité scolaire de la maternelle à l'université est un objectif légitime et qu'il s'engage, dès un premier mandat, à mettre en place graduellement une véritable gratuité scolaire pour tous, tout comme il s'engage à donner une allocation pour l'achat de matériel de base à chaque élève du préscolaire, du primaire et du secondaire à la rentrée. Il veut également identifier les pratiques les plus prometteuses en assurant un financement adéquat de la recherche-action en éducation et en renforçant la capacité des commissions scolaires et du ministère à tirer profit de la recherche existante. Rappelons également que le PQ veut obliger les écoles publiques dotées de projets particuliers à accepter les élèves en difficulté ou handicapés et à les accompagner jusqu'à la diplomation. De plus, il s'engage à augmenter les budgets alloués aux arts dans l'espace éducatif et à la promotion de l'activité physique et du sport amateur, notamment par la programmation d'activités parascolaires gratuites qui aident notamment à lutter contre le décrochage scolaire des garçons.

8. Le PQ n'est pas en faveur des maternelles 4 ans. Voilà une autre fausse bonne idée proposée par le PLQ et la CAQ, qui semblent ici s'inspirer de l'exemple ontarien en oubliant que le Québec jouit déjà d'autres avenues, notamment avec ses Centres de la petite enfance et les services de garde à bas coût. Le dépistage précoce des troubles d'apprentissage et l'accès à des ressources spécialisées pour les enfants ne dépendent nullement de cette nouvelle politique. Du reste, une étude récente, menée par Christa Japel, en montre toutes les limites : <https://www.journaldequebec.com/2018/06/04/pas-trop-vite-la-maternelle-4-ans>. Par ailleurs, on peut estimer qu'il faudrait 2700 classes de plus dans nos écoles, pour 44 000 places, et embaucher environ 2750 enseignants alors qu'il y a déjà une pénurie d'enseignants. Pourtant, la CAQ persiste à évaluer de façon irréaliste les investissements requis à seulement 311 millions \$. Le PQ considère que les enfants de cet âge n'ont pas à être scolarisés aussi tôt et que les jeux doivent être leur source privilégiée d'apprentissage. Nous faisons aussi le choix d'accorder aux CPE toutes les nouvelles places en garderie qui seront créées.